

Justificatif de Parution

N° d'annonce: LDL-464972700

Nous soussignés, Le Dauphiné Libéré SA représenté par son directeur général, Christophe VICTOR , déclarons avoir publié le texte intégral d'annonce légale ci-dessous :

Date de mise en ligne : 11/07/2025

Support de parution : Le Dauphiné Libéré

Département de parution : Drôme



AVIS DE CONCESSION

Directive 2014/23/UE

Autoroute A7 - Aire de Saint Rambert d'Albon Ouest Autoroute A7 - Aire de Saint Rambert d'Albon Est

Exploitation d'installations de Recharge pour Véhicules
Électriques Poids Lourd (RVE PL) y compris la conception, la
construction, l'installation, le raccordement et
l'entretien/maintenance ultérieurs des infrastructures et
équipements correspondants

SECTION I - POUVOIR ADJUDICATEUR / ENTITE ADJUDICATRICE :

I.1) Nom et adresses :
Nom officiel : Autoroutes du Sud de la France (ASF)
Adresse postale : NANTESSE (92000), 1973, boulevard de la
Défense

Point(s) de contact instal.com.asf@vinci-autoroutes.com

Code NUTS : FR105

Adresse(s) internet :
Adresse principale : www.vinci-autoroutes.com

Adresse du profil d'acheteur :
<https://consultations-asf.safefender.com>

I.3) Communication :

L'ensemble des pièces du dossier de consultation est
disponible gratuitement en accès direct non restreint et
complet à l'adresse :
<https://consultations-asf.safefender.com>

Adresse à laquelle des informations complémentaires
peuvent être obtenues : le ou les point(s) de contact
susmentionné(s)

Point de contact : <https://consultations-asf.safefender.com>

I.4) Type de pouvoir adjudicateur : Société de droit privé.

I.5) Activité principale : Concessionnaire autoroutier.

SECTION II - OBJET

B.1)

B.1.1 Intitulé : Aire de services de A7 SAINT RAMBERT D'ALBON OUEST / A7 SAINT RAMBERT D'ALBON EST -

Exploitation d'installations de Recharge pour Véhicules
Électriques Poids Lourd (RVE PL) y compris la conception, la
construction, l'installation, le raccordement et
l'entretien/maintenance ultérieurs des infrastructures et
équipements correspondants.

B.1.2 Code CPV Principal : 65320000 (exploitation
d'installations électriques).

B.1.3 Type de marché : Services

B.1.4 Description succincte :
Exploitation d'un service de recharge pour véhicules électriques
poids lourds, y compris la conception, la construction,
l'installation, le raccordement et l'entretien/maintenance
ultérieurs des infrastructures et équipements correspondants.

B.1.5 Valeur totale estimée : valeur hors de toutes taxes 58
295 000 euros.

B.1.6 Information sur les lots
Ce marché n'est pas divisé en lots.

B.2

B.2.1 Intitulé : Aire de services de A7 SAINT RAMBERT D'ALBON OUEST / A7 SAINT RAMBERT D'ALBON EST -

Exploitation d'installations de Recharge pour Véhicules
Électriques Poids Lourd (RVE PL) y compris la conception, la
construction, l'installation, le raccordement et
l'entretien/maintenance ultérieurs des infrastructures et
équipements correspondants.

B.2.2 Codes CPV Additionnels :
Descripteur supplémentaire : 30000000 (produits pétroliers,
combustibles, électrique et autres sources
d'énergie) ; 31000000 (batteries et accessoires électriques) ;
43310000 (travaux de câblage et d'installations électriques) ; 45232700 (travaux de construction
de services clients)

B.2.3 Lieu d'exécution :
Aire de Saint Rambert d'Albon Ouest - Code NUTS : FR1023 -
Lieu principal d'exécution : Commune de Saint-Rambert
d'Albon - Département de la Drôme (26)

Aire de Saint Rambert d'Albon Est - Code NUTS : FR1023 - Lieu
principal d'exécution : Commune de Saint-Rambert d'Albon -
Département de la Drôme (26)

B.2.4 Description des prestations
Exploitation d'un service de recharge pour véhicules électriques
poids lourds, y compris la conception, la construction,
l'installation, le raccordement et l'entretien/maintenance
ultérieurs des infrastructures et équipements correspondants.

B.2.5 Critères d'attribution : Le contrat est attribué sur la base
des critères énoncés dans les documents de la consultation.

B.2.6 Valeur estimée : valeur hors de toutes taxes : 58 295 000
euros.

B.2.7 Durée de la concession : 10 ans

B.2.13 Informations sur les fonds de l'Union européenne : Le
contrat ne s'inscrit pas dans un projet/programme financier par
des fonds de l'Union européenne.

B.2.14 Informations complémentaires :
Les informations relatives à la valeur estimée du contrat sont
données à titre indicatif et ne constituent en aucun cas un
engagement de la part de la société ASF.

SECTION III - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ÉCONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

III.1) Conditions de participation :

B.1.1) Radiation à exercer d'activité professionnelle, y
compris exigences relatives à l'inscription au registre du
commerce ou de la profession

documents et/ou renseignements à produire par le ou les
entreprises (candidats), soit en tant qu'entrepris individuelle,
soit en tant que membre d'un groupement :
Une lettre de candidature (peut d'être produite qu'une seule fois
de manière conjointe pour tout le groupement) ;
Les délégations de pouvoir par une personne habilitée (de(s)
l'entreprise(s) candidate(s) pour la lettre de candidature le cas
échéant ;

En cas de groupement, l'engagement du mandataire et
l'habilitation du mandataire par ses cotitulants mentionnant les
noms, dénominations et adresse de chaque cotitulant ainsi que
les noms, prénoms et qualités des personnes habilitées à
représenter chaque entreprise ;

Extrait du K-bis de moins de trois (3) mois du ou des candidats)
avec lequel le contrat est susceptible d'être signé ;
L'attestation d'assurance responsabilité civile en cours de
validité ;

Une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par le(s)
entreprise(s) attestant :
Ou elle ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la
procédure de passation des contrats de concession indiqués
aux articles L3123-1 à L3123-5 et L3123-7 à L3123-10 du code
de la commande publique

Que les renseignements et documents relatifs à ses capacités
et à ses aptitudes, exigés en application des articles L3123-18
et L3123-19 du code de la commande publique et dans les
conditions fixées aux articles L3123-1 à L3123-5 sont exacts ;

L'ensemble des documents justifiant qu'elle ne fait l'objet
d'aucune exclusion de la participation à la procédure de
passation des contrats de concession indiqués aux articles
L3123-1 à L3123-5 et L3123-7 à L3123-10 du code de la
commande publique (tels que documents : voir article 4.2.1 du
règlement de consultation)

B.1.2) Capacité économique et financière :
Documents et/ou renseignements à produire par le ou les
entreprises (candidats), soit en tant qu'entrepris individuelle,
soit en tant que membre d'un groupement :
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre
d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet de la
sous-concession portant sur le maximum sur les trois derniers
exercices disponibles en fonction de la date de création de
l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique,
dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires
sont disponibles ;

En cas de chiffre de bilan, concernant les trois derniers
exercices, des opérateurs économiques pour lesquels
l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la Loi ;

Dans le cas d'une candidature en groupement d'opérateurs
économiques comportant avec mandataire commun solidaire,
ASF, après analyse de la capacité financière du mandataire au
regard de l'étendue globale du contrat, se réserve la possibilité
de demander le remplacement du mandataire par un autre
membre du groupement ;

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas
en mesure de produire les renseignements et documents
demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et
financière par tout autre moyen considéré comme approprié ;

B.1.3) Capacité technique et professionnelle :
Documents et/ou renseignements à produire par le ou les
entreprises (candidats), soit en tant qu'entrepris individuelle,
soit en tant que membre d'un groupement :
Déclaration sur l'honneur concernant les effectifs du candidat
ou de chaque membre du groupement candidat et l'importance
du personnel d'encadrement pour chacun des trois (3) derniers
exercices (ou depuis la date de création de l'entreprise si celle-ci
est inférieure à trois ans) ;

Déclaration sur l'honneur mentionnant les noms et les
qualifications professionnelles des personnes qui seront
chargées de l'exécution du contrat de sous-concession ;
déclaration sur l'honneur attestant des capacités du candidat à
disposer de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique
nécessaire à la réalisation des prestations dans le domaine objet
de la concession ;

Références du candidat dans la conception, construction et
exploitation d'infrastructures de recharge pour véhicules
électriques poids lourds, notamment de puissance >150 kW par
point de charge et/ou sur autoroute et infrastructures s'y
rattachant, dans les trois dernières années (localisation, date de
prise d'effet et durée, montant global de l'investissement, type
de contrat, organisation de l'exploitation (gestion directe,
tiers-exploitation, etc.) et de la maintenance) ;

A défaut, toute autre référence dans un domaine comparable
et/ou toutes autres références ou éléments susceptibles de
démontrer une aptitude à exécuter la sous-concession objet de
la présente procédure ;

En cas de candidature en groupement d'opérateurs
économiques, le mandataire devra indiquer parmi les références
citées, celles pour lesquelles il a assuré la coordination en
qualité de mandataire ;

Dans le cas d'une candidature en groupement d'opérateurs
économiques, quelle qu'en soit la forme, ASF se réserve la
possibilité de demander le remplacement du mandataire par un
autre membre du groupement s'il apparaît, après analyse des
capacités techniques et professionnelles, et des références du
mandataire, que celui-ci ne présente pas la capacité technique
et professionnelle, et les références suffisantes pour coordonner
les prestations des membres du groupement ;

SECTION IV - PROCEDURE

IV.1) Description :

IV.1.1) Information concernant l'accord sur les marchés
publics (AMP) : Le marché n'est pas couvert par l'accord sur
les marchés publics.

IV.1.2) Renseignements d'ordre administratif :

IV.2.2) Date limite de remise des candidatures et des offres
à 14h (H05 : 10 heures)

IV.2.4) Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la
demande de participation (Français)

SECTION VI - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

V.1) Renouvellement : Il ne s'agit pas d'un marché
renouvelable.

V.2) Variantes : Les variantes ne sont pas autorisées.

V.3) Informations complémentaires
Un même opérateur ne peut pas candidater simultanément en
qualité d'opérateur unique d'une part, et de cotitulant au sein
d'un groupement, mandataire ou non, d'autre part ;
De plus, un opérateur mandataire de groupement ne pourra
candidater qu'une seule fois ;

ASF invite les candidats à retirer l'ensemble des pièces du
dossier de consultation, comprenant le présent avis, disponibles
en accès direct et gratuitement à l'adresse suivante :
<https://consultations-asf.safefender.com>

La phase candidate est totalement dématérialisée.

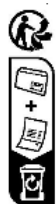
V.4) Procédures de recours :

V.4.1 Instance chargée des procédures de recours : Tribunal
administratif de Cergy-Portoise, 2-4 boulevard de l'Haut, B.P.
30322, 95027 Cergy-Portoise Cedex France - Tél. : +33 (0) 3 30
17 34 00 Courriel du greffe du tribunal :
greffe-ta-cergy-portoise@tribunal.fr

V.4.4 Service auprès duquel des renseignements peuvent
être obtenus concernant l'introduction des recours : Cergy-
Portoise, 2-4 boulevard de l'Haut, B.P. 30322, 95027
Cergy-Portoise Cedex France - Tél. : +33 (0) 3 30 17 34 00 -
Courriel du greffe du tribunal :
greffe-ta-cergy-portoise@tribunal.fr

V.5) Date d'envoi du présent avis : 02/07/2025

Lien de l'annonce : <https://www.eurolegales.com/Annonce/AppelOffre/Ille-et-Vilaine/RENNES/Le-Dauphine/VINCI-A7-Aire-de-Saint-Rambert-d-Albon-Est-et-Ouest.html>



Christophe VICTOR

Directeur Général

DIRECTION GÉNÉRALE

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'C. Victor', written over the printed text 'DIRECTION GÉNÉRALE'.